

Journal d' Iran

N° 90 du 13.03.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 Ignacio Ramonet : Attaquer l'Iran

1-2 Sanctions contre l'Iran : les grandes puissances n'ont pas compris que les temps avaient changé.

1-3 William Blum : Le Grand Tartuffe de la Menace, le Grand Ayatollah du danger nucléaire.

2 Annexe

2-1 Guerre d'Iran: Lettre ouverte du 24 janvier 2012 au gouvernement fédéral allemand.

[2-2 hugo Chávez, l'Agence France-Presse et le rôle des médias.](#)

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

1-1 Ignacio Ramonet : Attaquer l'Iran ?

L'option préférée serait probablement une "révolte populaire", encouragée par l'étranglement économique.

Mais les tentatives précédentes ont pour le moment échouées.

L'année 2012 sera-t-elle celle de la fin du monde ? Une légende maya l'a prophétisée qui en précise même la date exacte : le 21 décembre prochain (21-12-12). Quoi qu'il en soit, dans le contexte européen de récession économique, de chômage de masse et de catastrophe financière et sociale, les dangers ne manqueront pas. De surcroît, des élections décisives se dérouleront en France, en Russie, au Mexique, au Venezuela et aux Etats-Unis.

Mais le principal risque géopolitique continuera de se situer dans la région du Golfe. Israël et les Etats-Unis lanceront-ils l'attaque annoncée contre les installations nucléaires iraniennes ? Le gouvernement de Téhéran revendique son droit à disposer de l'énergie atomique civile. Et le président Mahmoud Ahmadinejad a répété que l'objectif de son programme n'est absolument pas militaire ; que son but est simplement de produire de l'énergie électrique d'origine nucléaire. Il rappelle aussi que l'Iran a signé et ratifié le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), ce qu'Israël n'a jamais fait.

De leur côté, les autorités israéliennes pensent qu'il ne faut plus attendre. Selon elles, on s'approche dangereusement du moment où le régime des ayatollahs disposera de l'arme atomique, et à partir d'alors on ne pourra plus faire grand chose. L'équilibre (inégal) des forces au Proche-Orient sera définitivement

modifié. Israël ne disposera plus de son incontestable suprématie militaire dans la région. Le gouvernement de Benyamin Netanyahou estime que, dans de telles circonstances, l'existence même de l'Etat juif serait menacée.

D'après les stratèges militaires israéliens, le moment actuel serait d'autant plus propice à une frappe préventive, que l'Iran se retrouve affaibli. D'abord, au niveau économique, à cause des sanctions imposées, depuis 2007, par le Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que par les Etats-Unis et l'Union européenne sur la base de rapports alarmants établis par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Ensuite, à cause de l'évolution du contexte géopolitique régional. En effet, principal allié de Téhéran, le gouvernement baasiste de Syrie, en raison de la violente insurrection interne, se trouve dans l'impossibilité de lui venir éventuellement en aide. Et cette impuissance de Damas se répercute sur un autre associé local iranien, le Hezbollah libanais, dont les lignes d'approvisionnement militaire, à partir de Téhéran, ont cessé d'être fiables.

Deux des fronts les plus dangereux - le libanais et le syrien - qui se seraient immédiatement activés en cas de frappe israélienne sur l'Iran, sont donc, d'ores et déjà, quasi neutralisés. Raison de plus pour qu'une partie de l'état-major d'Israël pousse à une action rapide. À cet égard, et pour préparer d'éventuels bombardements, des effectifs des forces spéciales ont déjà été infiltrés en territoire iranien. Il est probable que des agents israéliens aient conçu les attentats qui, au cours des deux dernières années, ont provoqué la mort de cinq importants scientifiques nucléaires iraniens.

Bien que Washington accuse également Téhéran de conduire un programme nucléaire clandestin pour se doter de l'arme atomique, son analyse sur l'opportunité de l'attaque est différente. Les Etats-Unis sortent à peine de deux décennies de guerres dans la région, et le bilan est désolant. L'Irak a été un désastre, et se retrouve finalement piloté par la majorité chiite qui sympathise avec l'Iran... Quant au borborygme afghan, les forces américaines se sont révélées incapables de vaincre les talibans, avec lesquels le Département d'État s'est résigné à négocier avant le retrait prochain du pays.

Ces ruineux conflits ont affaibli les Etats-Unis, et révélé au monde les limites de leur puissance et le prélude de leur déclin historique. L'heure n'est pas à de nouvelles aventures. Encore moins en année électorale, alors que le président sortant, Barack Obama, n'est pas certain d'être réélu. Et alors que toutes les ressources sont mobilisées pour combattre la crise et relancer la croissance.

Par ailleurs, Washington voudrait changer son image aux yeux du monde musulman, surtout après les insurrections du « printemps arabe » de l'an dernier. Longtemps complice de dictateurs –en particulier du Tunisien Ben Ali et de l'Egyptien Moubarak – l'Amérique veut désormais apparaître comme le mécène des nouvelles démocraties proche-orientales. Une agression militaire contre l'Iran, qui plus est en alliance avec Israël, ruinerait pour longtemps ces efforts et réveillerait l'antiaméricanisme latent dans nombre de pays de la région. Surtout dans ceux dont les gouvernements, issus des révoltes populaires, sont dirigés par des islamistes modérés.

Importante considération complémentaire : l'attaque contre l'Iran aurait certes des répercussions militaires. Peut-on exclure que, en riposte, des missiles balistiques iraniens atteignent le territoire israélien ou parviennent à toucher les bases américaines situées au Koweït, Bahreïn ou Oman ? Mais les conséquences seraient surtout économiques. Car on peut imaginer que la réplique minimale de Téhéran consisterait –ses responsables militaires ne cessent de l'annoncer – à bloquer le détroit d'Ormuz. Verrou du Golfe, ce mince couloir maritime voit passer le tiers du pétrole du monde, soit 17 millions de barils de brut par jour... Sans cet approvisionnement, les prix des hydrocarbures atteindraient des niveaux insupportables interdisant la réactivation de l'économie mondiale.

L'état-major iranien affirme qu'il n'y a rien de plus facile à fermer que ce détroit. Il multiplie les manœuvres navales dans la zone pour prouver qu'il est en mesure d'accomplir sa menace. Le Pentagone a répondu que le blocage de la voie stratégique d'Ormuz serait considéré comme un « cas de guerre ». Il vient d'ailleurs de renforcer sa Cinquième Flotte qui croise sur le Golfe.

Il est improbable que l'Iran prenne l'initiative d'obstruer le passage d'Ormuz (mais il pourrait le faire en représailles à une attaque). En premier lieu, parce qu'il se tirerait une balle dans le pied, car c'est par cette voie qu'il exporte l'essentiel de son propre pétrole, et ces ventes sont vitales pour son économie. Et aussi parce qu'il causerait un tort important à ses propres partenaires commerciaux, dont certains le soutiennent dans son conflit avec les Etats-Unis. Notamment la Chine, dont 15% des importations d'hydrocarbures proviennent d'Iran. Une éventuelle interruption de ce flux pourrait paralyser partiellement l'appareil industriel chinois.

Les tensions sont donc extrêmes. Les chancelleries du monde suivent minute par minute la dangereuse escalade pouvant déboucher sur un grand conflit régional. Y seraient concernés non seulement Israël, les Etats-Unis et l'Iran, mais au moins trois autres puissances proche-orientales : la Turquie, dont les ambitions régionales sont de nouveau considérables et qui pourrait vouloir en profiter pour « régler » son problème kurde ; l'Arabie Saoudite, qui rêve depuis des décennies de la destruction de son grand rival islamique chiite ; et l'Irak, menacé de se fracturer en deux parties, l'une chiite pro-iranienne, l'autre sunnite, pro-occidentale. Sans parler d'autres implications possibles : le Pakistan par exemple, ou la Russie.

Il faut aussi tenir compte qu'un bombardement des sites nucléaires iraniens provoquera des nuages radioactifs néfastes pour la santé de toutes les populations des alentours. Y compris les milliers de militaires des bases américaines et les habitants d'Israël.

Tout cela conduit à penser que même si les bellicistes donnent en ce moment de la voix, le temps de la diplomatie n'est pas encore terminé.

Ignacio Ramonet

Mémoire des luttes,

1er février 2012

<http://www.medelu.org/Attaquer-l-Iran>

1-2 Sanctions contre l'Iran : les grandes puissances n'ont pas compris que les temps avaient changé.

Yazan al-Saadi - Al-Akhbar

L'image d'un Iran isolé au bord du désastre économique à cause des sanctions croissantes perd toute crédibilité à la lumière de la multiplication des liens politiques et commerciaux iraniens avec les puissances mondiales non occidentales.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad (2e à g.) suit les explications d'ingénieurs et scientifiques iraniens à Téhéran, le 15 février 2012 - Photo : Reuters

Selon un reportage exclusif de Reuters, au début du mois, des acheteurs iraniens n'ont pas pu payer les 144 millions de dollars étasuniens qu'ils devaient pour une cargaison de 200 000 tonnes de riz en provenance d'Inde. D'autres rapports similaires de Reuters ont suivi, un affirmant que les commerçants asiatiques commençaient à prendre leurs distances avec la république islamique et un autre suggérant que des commerçants pakistanais "prenaient peur" de faire des affaires avec l'Iran. Un troisième rapport disait que l'Iran troquait de l'or et du pétrole contre des denrées de première nécessité, ce qui montrait les immenses difficultés que le pays traversait.

Cette série de reportages a suivi la mise en place par le président étasunien Barack Obama de nouvelles sanctions plus sévères contre le gouvernement iranien visant à geler les avoirs iraniens aux Etats-Unis et à pénaliser les transactions des banques et institutions financières iraniennes. La décision d'Obama a été accompagnée de sanctions unilatérales de l'Union Européenne contre le secteur pétrolier iranien qui constitue presque 90% des revenus de la république islamique. Pour les officiels iraniens, ces actions ne sont qu'une simple "guerre psychologique".

Les commentateurs et les observateurs européens et nord-américains notamment, analysent les faits soulignés par Reuters comme le signe qu'il n'y a pas que les nations et les entreprises occidentales qui veulent isoler l'Iran et qui souhaitent que les sanctions soient efficaces. Les difficultés du marché de l'alimentation et la dévaluation du rial iranien qui ont causé une hausse exponentielle du prix des denrées de base sont salués comme les premiers résultats des pressions destinées à forcer l'Iran à arrêter sa course supposée vers la bombe nucléaire.

Mais la vision d'un Iran isolé et s'écroulant progressivement sous le poids d'une guerre économique pourrait fort bien n'être qu'une illusion.

L'Iran est-il isolé au plan international ?

L'article de Pepe Escobar, "Isoler l'Iran est un mythe" qui a été publié sur plusieurs sites remet en question le mythe selon lequel l'Iran serait tout à fait isolé et même démontre le contraire.

Selon Escobar, l'Iran renforce ses relations économiques avec ses voisins directs, il a aussi réussi à resserrer ses liens avec l'Amérique du Sud et à maintenir et même à approfondir ses importantes relations pétrolières et commerciales avec des puissances asiatiques comme le Japon, la Corée du sud, et surtout la Chine. De plus ses relations avec la Russie sont toujours aussi bonnes. Bref, l'Iran fait des

affaires principalement avec le monde non occidental qui représente la plus grande partie de la communauté internationale. L'Iran est, selon l'expression d'Escobar "plus relié que Google". L'état iranien ne semble pas être en difficulté en dépit des décennies d'embargos et de sanctions. Un reportage paru dans le New York Times, la semaine dernière, a confirmé l'analyse d'Escobar. L'article révélait que l'Inde "provoquait l'irritation des puissances occidentales en minant leurs efforts pour isoler l'Iran par l'annonce qu'elle allait envoyer une large délégation commerciale en Iran dans les semaines à venir pour profiter des opportunités créées par les sanctions antinucléaires des Etats-Unis et des Européens.

Il est frappant de constater que l'Inde et l'Iran mettent la dernière main à un nouveau mode de paiement complexe qui inclue le règlement du pétrole en roupies au lieu du dollar et l'usage de toute une série de moyens d'échange qui s'apparentent au troc pour contourner les restrictions engendrées par les sanctions.

Pour l'Occident et surtout pour les Etats-Unis, l'abandon du dollar qui est, depuis longtemps, la monnaie officielle pour l'achat du pétrole, est inquiétante, surtout qu'elle est le fait d'un producteur de pétrole important ; cela pourrait en effet accélérer le processus d'abandon du dollar comme monnaie de réserve par différents pays et encourager l'usage régulier d'autres monnaies pour acheter du pétrole. Cela affaiblirait encore davantage la valeur et l'influence du dollar étatsunien qui proviennent, selon certains analystes, au fait qu'il a le monopole des achats de pétrole.

Qui plus est, les sanctions récemment décrétées par l'Union Européenne contre le secteur pétrolier iranien semblent avoir des répercussions négatives sur l'économie européenne elle-même, comme cela a été démontré dans un article de Moammar Atwi pour Al-Akhbar.

Selon Atwi, les pays européens, surtout les pays endettés comme l'Espagne, l'Italie et la Grèce qui totalisent les trois-quarts des importations de pétrole iranien en Europe, "ne sont pas encore certains de pouvoir trouver une alternative appropriée au pétrole iranien de bonne qualité et doutent aussi de la capacité de Riyad de tenir son engagement de hausse de production". L'obsession de sanctionner l'économie iranienne a grande chance "d'endommager encore davantage l'économie européenne en difficulté" si le prix du pétrole augmente comme c'est prévu.

L'Iran est-il faible sur le plan intérieur ?

Quand nous avons demandé à Escobar dans un Email si les nouveaux développements indiqués par Reuters modifiaient son analyse, il a répondu : "Il est certains que les élites cléricales et militaires, les bonyads, et les élites entrepreneuriales liées au régime peuvent [s'accommoder de] n'importe quelles sanctions —comme elles le font depuis des années. Et comme toujours, ceux qui souffrent sont les classes moyennes et —ce qui est de mauvaise augure pour la faction d'Ahmadinejad et même pour le sommet de la hiérarchie— les classes laborieuses. Une importante dévaluation de la monnaie signifie une grande inflation ajoutée à des coupures dans les subventions. C'est une recette dangereuse."

Les Iraniens qui ont accumulé une longue expérience des sanctions et des embargos depuis 1979 ont peu de chance de laisser les sanctions nuire à leur développement économique sans réagir.

Djavad Salehi-Isfahani, un professeur Etasunien-Iranien de Virginia Tech University aux Etats-Unis a fait remarquer dans son blog que grâce aux sanctions "la politique économique s'est améliorée en Iran." Selon lui, la Banque Centrale iranienne a convaincu le président iranien Mahmoud Ahmadinejad de relever notablement les taux d'intérêt pour augmenter les dépôts bancaires et empêcher l'inflation, ce qui constitue un changement de politique majeur du gouvernement.

Ahmadinejad et ceux qui le soutiennent, comme le pressentent Escobar et Salehi-Isfahani, pourraient avoir à souffrir des problèmes et des difficultés que rencontrent les classes moyennes et laborieuses en Iran. En effet, la campagne d'Ahmadinejad a consisté principalement à faire des promesses aux classes laborieuses pauvres, en insistant sur la poursuite de la politique de soutien et de subventions du gouvernement et en s'engageant à ne pas augmenter les taux d'intérêt et de change. La décision sans précédent du parlement iranien de convoquer Ahmadinejad pour lui demander d'expliquer sa politique économique semble indiquer qu'il aura à répondre du mécontentement populaire intérieur à la place de l'appareil d'état.

Selon les prévisions économiques de la Banque Mondiale de 1012, on s'attend à ce que la croissance économique de l'Iran persiste, en dépit des sanctions, pendant l'année en cours et la suivante. Selon la Banque Mondiale, cela est dû au fait que "la réorganisation du système des subventions et de transferts de liquidités pour un meilleur équilibre des remboursements et des recettes fiscales est vue d'un bon oeil

par les observateurs extérieurs". Cependant le rapport mentionne bien que "de grandes difficultés persistent dans les secteurs non pétroliers (industrie et services)".

Plus étonnant, les agences d'information iraniennes ont rapporté que le Fond Monétaire International (FMI) avait classé l'Iran au rang "de la 17ième plus grande économie du monde", c'est à dire, apparemment devant l'Australie, l'Arabie Saoudite, la Pologne et l'Argentine.

Selon les données économiques interprétées par les principales institutions financières occidentales, l'état iranien ne semble pas décliner en dépit de décennies de sanctions et d'embargos. Cependant cette image apparemment positive ne tient pas compte des profondes difficultés dont souffre la vaste majorité du public iranien ni de son mécontentement croissant.

Le mécontentement croissant du public fait-il le jeu de l'Occident ?

Escobar ajoute que "le cocktail meurtrier pour déstabiliser le régime... ne fonctionnera pas parce que les Iraniens sont parfaitement conscients des machinations occidentales. La classe ouvrière iranienne qui, il y a peu, applaudissait Obama, le rend désormais responsable des sanctions et de la pénurie croissante. Le programme nucléaire est en fait une source de fierté nationale —même les verts le défendent. Il est exact que l'administration d'Ahmadinejad a complètement échoué sur le plan économique et financier —mais l'approche agressive des Etats-Unis et de l'Europe, ne rallie personne en Iran. Cela prouve une fois de plus que tous ces mauvais [politiciens] ne comprennent rien à la culture persane ni à la mentalité [persane]."

Quel est le but des sanctions ?

"Le but des sanctions est de mettre la pression sur l'Iran pour qu'il revienne à la table des négociations," a dit Catherine Ashton, la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique sécuritaire, après que la dernière série de sanctions ait été mise en place.

Il faut analyser cette déclaration à la lumière du rejet des Etats-Unis et de l'UE de l'ingénieux accord signé par la Turquie et le Brésil à Téhéran en 2010 sur un échange d'uranium faiblement enrichi contre du combustible.*

D'ailleurs, Vali Nasr, un ancien conseiller du Département d'Etat d'Obama a noté dans un interview avec les Affaires Etrangères qu'en fait ce sont les Etasuniens qui ont toujours catégoriquement refusé de négocier et qui se sont entêtés dans une escalade qui pourrait facilement tourner en guerre régional destructrice.

De fait, Glenn Greenwald, dans un article pour Salon, a montré que les médias et les politiciens étasuniens avaient intentionnellement déformé l'image de l'Iran et l'avaient présenté comme "la racine de tous les maux" et donc une menace existentielle aux Etats-Unis afin d'alimenter une atmosphère d'hystérie.

Les Etats-Unis et l'UE font semblant d'accorder de l'importance à la diplomatie mais en réalité ils poursuivent une politique qui se rapproche dangereusement du "changement de régime". Au cours des deux dernières années, cette politique est devenue de plus en plus agressive et se manifeste par des attaques cybernétiques, l'envoi de drones dans l'espace aérien iranien et la permission donnée à Israël de financer et d'armer les Mujahedin-e Khalq (MEK) pour assassiner des savants iraniens. De plus Israël ne cesse de menacer l'Iran de le bombarder, ce qui n'aurait pas seulement pour conséquence de retarder l'enrichissement d'uranium mais plongerait la région dans la guerre.

Le mois prochain, l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA) doit publier, selon certains analystes, un rapport plus sévère sur l'Iran qui ne tient pas compte de sa dernière visite du 20 février en Iran. La position de l'AIEA, et celle de son directeur général Yukiya Amano,** a été remise en question lorsqu'un câble diplomatique a été publié par Wikileaks. Dans cette dépêche, Amano assurait les officiels étasuniens de Genève "qu'il était solidement dans le camps étasunien pour toutes les décisions stratégiques, qu'il s'agisse de nominations à des postes de responsabilité ou de la gestion du supposé programme nucléaire iranien."

Jusqu'à présent, les actions et sanctions n'ont réussi qu'à solidifier la position de l'Iran sur son programme d'énergie nucléaire. Pendant la célébration du 33ième anniversaire de la révolution islamique, Ahmadinejad a déclaré dans son discours aux Iraniens : "Dans quelques jours le monde sera informé des avancées prodigieuses du nucléaire iranien".

Les sanctions sont finalement contre productrices pour les Américains et les Européens, et révèlent leur manque de volonté politique d'imaginer des solutions diplomatiques pour sortir de l'impasse. Qui plus est, on peut y voir un signe que leur pouvoir sur le monde diminue et qu'ils sont de plus en plus

déconnectés des positions du reste du monde. Mais l'image d'un Iran isolé n'en continue pas moins de prévaloir dans les capitales d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, portant en elle-même les germes d'un désastre universel.

Notes :

* <http://www.france24.com/fr/20100518...>

** <http://sergeadam.blogspot.com/2011/...>

<http://english.al-akhbar.com/conten...>

[Traduction : Info-Palestine.net](http://www.info-palestine.net) - Dominique Muselet

1-3 William Blum : Le Grand Tartuffe de la Menace, le Grand Ayatollah du danger nucléaire.

Il est bien connu que les États-Unis et Israël détesteraient voir l'Iran se doter d'armes nucléaires.

La meilleure carte qu'Israël ait en main est celle d'être « la seule puissance nucléaire du Moyen-Orient ». Mais dans le monde réel, pas celui de la propagande, Israël a-t-il vraiment peur d'une attaque nucléaire iranienne ? Au cas où vous auriez oublié...

Lors d'une conversation en 2007, le ministre des affaires étrangères israélien Tzipi Livni a dit que selon elle : « les armes nucléaires iraniennes ne représentent pas une menace existentielle pour Israël. » Elle a aussi « critiqué l'usage exagéré que faisait le Premier Ministre (Israélien) Ehud Olmert de la question de la bombe iranienne, en affirmant qu'il tentait de rallier l'opinion publique en jouant sur ses peurs les plus élémentaires ». (1)

En 2009 : « Un haut officiel israélien à Washington » a affirmé que « Il y a peu de chances que l'Iran lance des missiles sur Israël, à cause de la certitude de représailles ». (2)

En 2010 le Sunday Times de Londres (10 janvier) a écrit que le Brigadier Général Uzi Eilam, héros de la guerre, pilier de l'establishment de la défense israélienne et ancien directeur de la Commission à l'Énergie Atomique d'Israël, « pense qu'il faudra encore sept ans à l'Iran pour fabriquer des armes nucléaires. »

A début du mois dernier, le Secrétaire à la Défense US, Leon Panetta, a déclaré à la télévision que « Tentent-ils (les Iraniens) de développer une arme nucléaire ? Non, mais nous savons qu'ils essaient de développer des capacités nucléaires. » (3)

Une semaine plus tard on pouvait lire dans le New York Times (15 janvier) que « trois éminents experts israéliens en matière de sécurité – le chef du Mossad, Tamir Pardo, un ancien chef du Mossad, Efraim Halevy, et un ancien chef d'état major, Dan Hultz – ont tous récemment déclaré qu'un Iran nucléarisé ne constituerait aucune menace pour Israël ».

Puis, quelques jours plus tard, le Ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, lors d'une interview avec la Radio de l'Armée Israélienne (18 janvier) a eu ce dialogue :

Question : Est-ce qu'Israël pense que l'Iran n'a pas encore décidé de transformer son potentiel militaire en armes de destruction massive ?

Barak : Les gens demandent si l'Iran tente d'échapper aux contrôles des inspecteurs, afin d'obtenir des armes nucléaires ou de mettre en marche un site opérationnel le plus vite possible. Apparemment, ce n'est pas le cas.

Et enfin nous avons le Directeur du Renseignement National des États-Unis, James Clapper, lors d'un compte-rendu au Congrès : « Cependant, nous ne savons pas si l'Iran décidera un jour de fabriquer des armes nucléaires... » Il y a « certaines choses que (les Iraniens) n'ont pas encore fait » et qui sont indispensables pour fabriquer une arme. (4)

Des aveux comme celui ci-dessus – et il y en a d'autres – ne font jamais publié les premières pages des grands médias Américains (*contrairement aux français – note ironique et téléphonique du traducteur*) ; en fait, très peu les ont même mentionnés ; et parfois en les déformant – sur PBS (*chaîne publique – NDT*) le 9 janvier à l'émission *PBS News Hour*, la chaîne non-commerciale tant chérie par les libéraux américains, la citation de Panetta ci-dessus a été retranscrite ainsi : « mais nous savons qu'ils tentent de développer des capacités nucléaires, et c'est cela qui nous préoccupe. » en omettant de manière flagrante la phrase précédente : « Tentent-ils de développer une arme nucléaire ? Non... » (5)

Un des principaux historiens militaires d'Israël, Martin van Creveld, a été interviewé par le magazine *Playboy* en juin 2007 :

Playboy : le monde peut-il vivre avec un Iran nucléarisé ?

Van Cleved : les Etats-Unis ont vécu avec une Union Soviétique nucléarisée, avec une Chine nucléarisée, alors pourquoi pas l'Iran ? J'ai effectué des recherches sur comment les Etats-Unis se sont opposés à la prolifération nucléaire dans le passé et à chaque fois les Etats-Unis exprimaient leur opposition en expliquant en quoi le pays en question était très dangereux et ne méritait pas d'avoir d'armes nucléaires. Les Américains croient qu'ils sont les seuls à les mériter, parce qu'ils sont bons et démocratiques et parce qu'ils aiment leur maman, la tarte aux pommes et leur drapeau. "Mais les Américains sont les seuls à s'en être servis... Il n'y a aucun risque qu'une bombe iranienne nous tombe dessus. Mais nous ne pouvons pas le dire trop fort, car nous avons l'habitude de brandir des menaces pour obtenir des armes... et grâce à la menace iranienne, nous recevons des armes des Etats-Unis et de l'Allemagne. »

Et pendant toutes ces années, régulièrement, les officiels israéliens et américains nous affirment que l'Iran représente la Menace Nucléaire Numéro Un, que nous ne pouvons pas baisser la garde, qu'il ne devrait avoir aucune limite dans les sanctions ultra-sévères que nous imposons au peuple iranien et son gouvernement. Les meurtres et les tentatives de meurtre à répétition de scientifiques nucléaires iraniens, les sabotages d'équipements nucléaires iraniens avec des virus informatiques, la vente de pièces et matières premières défectueuses, des accidents d'avion inexplicables, des explosions sur les sites iraniens... Qui peut bien être derrière tout ça, sinon USraël ? Et comment le savons-nous ? Ca s'appelle du « bon sens ». A moins que vous ne pensiez que le coupable était le Costa Rica ? Ou peut-être l'Afrique du Sud ? Ou la Thaïlande ?

Le Secrétaire à la Défense Panetta a récemment commenté un de ces assassinats de scientifiques iraniens. Il fut laconique : « Ce n'est pas le genre des Etats-Unis ». (6)

Quelqu'un pourrait-il me donner l'adresse électronique de Leon Panetta ? J'aimerais lui envoyer la liste des complots d'assassinat ourdis par les Etats-Unis. Plus de 50 dirigeants ont été visés par les Etats-Unis, dont beaucoup avec succès. (7)

Il n'y a pas longtemps, l'Irak et l'Iran étaient considérés par USraël comme les menaces les plus importantes envers l'hégémonie israélienne au Moyen orient. C'est ainsi qu'est né le mythe des Armes de Destruction Massive irakiennes, et que les Etats-Unis en ont fait un cas d'école. Il ne reste plus que l'Iran, et soudain est né le mythe de la Menace Nucléaire Iranienne. Lorsqu'il a commencé à apparaître que l'Iran n'était pas vraiment une menace nucléaire, ou que cette « menace » devenait de plus en plus difficile à vendre au reste du monde, USraël a décidé qu'il lui fallait au minimum un changement de régime. La prochaine étape pourrait être l'étranglement de l'Iran en coupant la voie du Détroit d'Ormuz. Ce qui expliquerait les récentes manœuvres navales des Etats-Unis et de l'Union Européenne près du Golfe Persique, ce qui constitue un acte de guerre et une provocation pour pousser l'Iran à tirer le premier. Si l'Iran tente de contrer ce blocus, cela pourrait devenir un nouveau cas d'école pour les Etats-Unis, le quatrième en 10 ans, avec les peuples dévastés de la Libye, de l'Afghanistan et de l'Irak, qui goûtent aux plaisirs de la liberté et de la démocratie offertes par les Etats-Unis.

Le 11 janvier, le Washington Post a rapporté : « En plus d'influencer directement les dirigeants iraniens, (un responsable du renseignement US) a dit qu'une autre option était provoquer (par les sanctions) de la haine et du mécontentement dans la rue afin que les dirigeants iraniens comprennent qu'ils doivent changer de politique. »

Comme ils sont mignons ces dirigeants du « Monde Libre » (est-ce que cette expression est encore employée ?) avec leurs tactiques et objectifs du 21ème siècle.

La pensée néo-conservatrice (et Barack Obama peut être considéré comme un disciple) est encore plus mignonne. Ecoutons Danielle Pletka, vice-présidente du groupe de réflexion le plus important des Etats-Unis, l'American Enterprise Institute :

« Le plus gros problème pour les Etats-Unis n'est pas que l'Iran se dote de l'arme nucléaire et le teste, c'est que l'Iran se dote de l'arme nucléaire et ne s'en serve pas. Parce qu'à partir du moment où ils la possèdent et ne font rien de mal avec, tous ceux qui s'opposaient vont revenir à la charge en disant « Voyez, nous vous avons bien dit que l'Iran était une puissance responsable. Nous vous avons bien dit que l'Iran n'avait pas l'intention de se doter d'armes nucléaires et de s'en servir dans la foulée... » Et ils finiront par convaincre qu'un Iran nucléarisé n'est pas un problème. » (8)

Que faut-il conclure de cette dernière citation, et de toutes celles qui précèdent ? Je pense que cela nous ramène au début de l'article : être « la seule puissance nucléaire au Moyen orient » constitue une sacrée carte dans le jeu israélien. Est-ce qu'USraël est prêt à faire la guerre pour la garder ?

William Blum

<http://killinghope.org/bblum6/aer102.html>

*Traduction « l'Iran n'a qu'à changer son nom en Arabie Saoudite ou Qatar et tout lui sera pardonné »
par VD avec probablement les fautes et coquilles habituelles*

URL de cet article 15759

<http://www.legrandsoir.info/le-grand-tartuffe-de-la-menace-le-grand-ayatollah-du-danger-nucleaire.html>

2 Annexe

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

2-1 Guerre d'Iran: Lettre ouverte du 24 janvier 2012 au gouvernement fédéral allemand.

par Christoph R. Hörstel

Madame la Chancelière fédérale,

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,

Nous sommes actuellement confrontés à une situation^{1,2} dans laquelle le monde n'est éloigné que d'un pas minuscule d'une grande guerre symétrique que l'OTAN, sous la pression des USA, dissimule ou mène de façon asymétrique depuis plus de dix ans.

Le gouvernement fédéral que vous représentez, mène notre pays dans cette position actuelle totalement agressive, malgré d'innombrables avertissements de l'extérieur et de l'intérieur, notamment de notre voisin russe,³ dont nous lésons de toute façon les intérêts de sécurité justifiés de façon permanente, dans le cadre de l'OTAN.

Inquiet, le monde regarde deux démarches hautement provocantes des puissances occidentales majeures qui accordent le droit à l'Iran – pour autant que le droit ait encore de la valeur sur notre planète mal dirigée par les alliés des USA – de tirer immédiatement sur les porte-avions américains croisant dans le golfe Persique et sur les navires d'accompagnement français et britanniques. Permettez-moi s'il vous plaît de préciser que je n'admets ni oublie les centaines de violations des droits de l'homme, de prévarications et de corruption commis en Iran. Cependant ce sont nos alliés américains, dont le ministre de la Justice de l'époque de Bush, qui justifiaient la torture, fondèrent et entretiennent jusqu'à présent le camp de torture de Guantánamo et qui ont contribué directement ou indirectement, durant ces dernières vingt années, à la mort d'environ trois millions de musulmans.⁴ Heureusement, l'Iran possède une tradition de paix vieille de plusieurs centaines d'années, dont l'Allemagne, les USA et l'OTAN ensemble ne peuvent cependant que rêver. J'expliquerai cela comme suit:

L'Union européenne, comme clairement annoncé lundi matin par vous, Monsieur le ministre Westerwelle, décide de sanctions sévères contre l'Iran. Ces sanctions vont frapper les gens de ce pays, au départ aussi cultivé que germanophile, encore plus durement que ne l'a déjà fait notre politique inintelligente pratiquée jusqu'ici. De pareilles sanctions destinées à empêcher un pays de maintenir des relations commerciales internationales ordonnées, nuisent fondamentalement à son fonctionnement économique, politique et social. On ne peut comparer ces sanctions qu'au blocus maritime agressif des USA contre le Japon, alors régionalement très agressif et oppresseur, qui força le pays dépendant totalement des importations à la contre-attaque: avec les forces aériennes japonaises sur Pearl Harbour, le 7 décembre 1941. On sait que la guerre se termina par l'épouvantable crime terroriste du largage de deux bombes atomiques sur les grandes villes de Hiroshima et de Nagasaki. A présent, avec l'Iran, les USA mettent à nouveau un pays dans cette situation, dans laquelle il ne peut finalement que recourir aux armes auxquelles quelques pays membres de l'OTAN recourent maintenant déjà. La politique américaine rend une grande guerre de plus en plus difficilement évitable. Et l'Allemagne y participe toujours, comme si ni hier ni demain existaient.

Aujourd'hui, la base américaine de Diego Garcia abrite d'immenses bombes à l'uranium de 15 tonnes, uniquement pour l'engagement contre l'Iran.⁵ Israël a reçu des centaines de bombes à l'uranium destinées uniquement à une attaque planifiée contre l'Iran. Ces armes qui, en raison de leur effet de masse diffus, blessent forcément aussi en partie des populations civiles, violent le droit en vigueur et auraient dû être interdites depuis longtemps. Contrairement à la loi, l'Allemagne n'a rien entrepris pour aider à obtenir une pareille interdiction. Monsieur le ministre Westerwelle, lorsque les meilleurs experts de notre pays s'adressèrent à votre cabinet pour expliquer les effets dévastateurs, génocidaires de ces

armes et pour exiger des démarches politiques contre leur usage répété par nos alliés les plus importants, vos fonctionnaires les ont froidement éconduits. L'Allemagne, qui ne possède méritoirement pas d'armes à l'uranium, est cependant coresponsable des crimes en question, parce qu'elle est l'alliée et qu'elle coopère avec des Etats qui les commettent.

Revenons aux sanctions contre l'Iran. L'Europe et les USA justifient ces sanctions par un mauvais comportement iranien dans la poursuite de son programme atomique⁶ qui est en réalité aussi justifié que légal. Oui, c'est vrai: les premières années, l'Iran n'a pas révélé correctement ses activités. Mais les USA, l'Allemagne et d'autres pays occidentaux étaient intensément occupés durant des décennies à vendre autant au Pakistan, pays livreur principal de l'Iran, qu'à celui-ci directement, tous les équipements et pièces nécessaires, à préserver les acheteurs des deux pays des poursuites par les autorités et forces de sécurité occidentales et à «accompagner» véritablement les programmes atomiques des deux pays. Aux USA, un témoin de la CIA, prêt à témoigner en justice de ces événements, fut très sévèrement harcelé et sa vie professionnelle et privée furent ruinées. Laissons en suspens qu'il y eut partiellement du sabotage dans la politique de livraison des USA. Ces faits avérés et certifiés ne sont surpassés que par une corruption sans exemple de la politique occidentale, principalement américaine, autour de l'Agence atomique internationale de Vienne. Non content que l'ancien directeur de l'AIEA Mohammed El-Baradei ait personnellement été mis sous pression pour falsifier des conclusions objectives de son agence dans le sens d'une politique de pressions américaines contre l'Iran, allant jusqu'à des attaques d'écoutes téléphoniques contre l'agence, il faut savoir en plus que celles-ci sont combinées avec des attaques d'écoutes constantes contre l'ONU. Non content que notre allié américain fût intervenu massivement et en violant toutes les règles de la bienséance dans la décision concernant le deuxième mandat d'El-Baradei, c'est en plus actuellement un zélé directeur de l'AIEA complaisant surtout envers les USA qui est en fonction et qui cause par son attitude des dégâts considérables aux deux, à l'office et à son autorité.⁷ Il aurait aussi été le devoir de l'Allemagne de faire obstacle à ces machinations dangereuses et d'empêcher ainsi que la communauté d'Etats occidentale continue de perdre sa réputation dans le monde, réputation déjà éprouvée par de nombreuses agressives infractions à la loi.

Le dernier rapport de l'AIEA fourmille par conséquent d'affirmations contraires à la vérité, de vieilles histoires vérifiées sur place et réfutées, basées sur des sources de services secrets fausses et falsifiées. Il tire des conclusions fausses, cite en plus de façon illégale des noms de soi-disant scientifiques atomistes qui travaillent effectivement mais seulement en partie pour le programme atomique iranien. Mais au vu du programme américano-israélien d'assassinats, il met en danger la vie de toutes les personnes citées, ainsi que celle de leur entourage, y compris les membres de leur famille et d'autres innocents qui n'y sont pour rien. Tout ceci se déroule bien que beaucoup de courageux connaisseurs du programme atomique iranien comme El-Baradei, l'expert de l'office de l'énergie atomique us-américaine Clinton Bastin et bien d'autres, affirment clairement que l'Iran ne travaille ni à la construction d'armes atomiques ni sera à longue échéance capable de fabriquer de pareilles armes.

Ces actions et de nombreux autres attentats meurtriers, des attentats à la bombe et d'autres opérations armées de services secrets, allant jusqu'à l'incitation à la révolte de la population, particulièrement d'ethnies agitées, et de plus une opposition contre le gouvernement de Téhéran, requinquée artificiellement au-delà de son état habituel, seraient difficilement pensables sans la présence de porte-avions américains devant les côtes de l'Iran. Par conséquent, en application du droit à l'autodéfense, l'Iran serait en droit d'attaquer des troupes qui depuis des années sont de plus en plus impliquées dans des activités agressives et hostiles contre le territoire et la population iraniens.

La deuxième grande provocation de l'OTAN consiste dans le fait que, malgré les avertissements francs et justifiés de l'Iran, deux porte-avions des USA, accompagnés par des unités des marines britannique et française, ont pénétré ces dernières heures dans le golfe Persique. Un troisième se tient à portée de tir contre l'Iran. Trois groupes de porte-avions suffisent pour attaquer l'Iran; l'Irak a d'ailleurs été illégalement attaqué la dernière fois en 2003 avec une force armée de cette importance.

Ces dernières années, comme des milliers de citoyens allemands, j'ai adressé au Bundestag et à vous-même directement des avertissements et des demandes disant qu'en cas de guerre, l'Allemagne, en raison de l'utilisation de guerre américaine des bases aériennes US sur sol allemand, deviendrait automatiquement, selon le droit international public, nation combattante de chaque agression future dirigée par les USA. Ce qui fait que l'Allemagne se trouve prise en otage. A vous, Madame la

Chancelière et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, je reproche que vous n'ayez pas, malgré votre serment professionnel, voulu préserver notre pays de ce dommage et de tous les autres dommages qui pourraient éventuellement encore en résulter, en violation⁸ de la Loi fondamentale (art. 26,1). A cette occasion, Madame la Chancelière Merkel, vous devez accepter qu'on vous demande pourquoi, le 28 octobre 2009 vous n'avez pas levé la main⁹ pour confirmer votre dernier serment professionnel: était-ce pour ces raisons, et en toute connaissance de cause? Si c'était le cas, toutes les violations dommageables du droit de votre politique commises depuis seraient placées automatiquement sous le soupçon d'un acte délibéré.

Le monde ne se trouve pas loin de l'éclatement d'une guerre, qui pourrait très bien dégénérer en guerre mondiale si d'autres peuples se comportent ne fût-ce qu'à peu près aussi agressivement que votre politique et celle de l'OTAN depuis des jours, mois, années et décennies à l'encontre du peuple iranien, lequel, en comparaison, est pacifique.

Qu'est-ce qui peut encore vous émouvoir, vous deux qui avez effectué votre carrière professionnelle dans ce paysage politique? Peut-être la déclaration de l'ancien secrétaire d'Etat à la défense Willy Wimmer, CDU, un membre de longue date de la Commission des Affaires étrangères du Bundestag qui parla précisément à la radio iranienne¹⁰ d'une trace de sang que la communauté des valeurs occidentale aurait laissée dans la politique internationale depuis 1998? Sont-ce les événements de la Seconde Guerre mondiale avec ses 56 millions de morts, qui paraissent apparemment si lointains que plus personne ne semble envisager leur répétition, bien qu'elle s'amorce durant ces heures? N'est-ce pas carrément pervers que l'Allemagne coresponsable se trouvera alors impliquée et se fourre dans la troisième guerre mondiale, cette fois avec les droits d'un volontaire et d'une direction faite d'une politique de lâcheté, de faiblesse et de corruption? Je vous le demande: êtes-vous deux en train de faire en sorte qu'à l'avenir les guerres d'agression d'Adolf Hitler apparaissent comme les précurseurs de la politique criminelle de l'OTAN?

Madame la Chancelière Merkel, au mépris de notre Loi fondamentale, vous avez déclaré raison d'Etat la sécurité de l'Etat d'Israël qui, ces dernières années, se comporte de façon de plus en plus agressive. Croyez-vous que l'actuelle marche à la guerre sera en mesure de vous rapprocher de votre but – ou rendra la région plus sûre?

Croyez-vous que la complicité allemande actuelle avec les USA est bonne pour l'amitié de nos peuples – et ne nuit pas en vérité à l'allié parce que politiquement celui-ci s'écarte désespérément du droit chemin? Et pensez-vous aux gens des deux pays qui sont de plus en plus critiques envers leurs dirigeants politiques et ne savent plus s'y prendre avec ce désagréable mélange de promesses électorales rompues, de lois violées et de politique corrompue, comment peuvent-ils opposer quelque chose à ce mélange entre-temps devenu explosif?

Vous êtes-vous demandé comment les futurs écoliers du monde entier vont juger vos décisions actuelles?

Pouvez-vous nier que le monde tombe aussi dans cette situation explosive et dans une guerre qui s'en suivra, parce qu'une forte dégringolade attend les USA – la puissance dirigeante de l'OTAN – ainsi que l'Union européenne, grâce à une politique économique, financière et monétaire avide, stupide et notamment corrompue? Croyez-vous que le peuple soit assez bête pour ne pas remarquer cette dernière sale combine de votre politique? Ou croyez-vous que, depuis qu'il y a des armes irradiantes¹¹, avec lesquelles on peut, sans laisser de traces, plaquer au sol des manifestants devant la Chancellerie, où ils hurlent de douleur, vous puissiez vous retrancher dans le quartier du gouvernement?

A la fin d'une lettre, il y a normalement des salutations polies. Mes problèmes commencent par la question de savoir comment je peux séparer mon respect de votre fonction de mon épouvante concernant l'évolution de la situation, de mon rejet profondément ressenti de votre politique et de mon grand souci pour la paix, pour notre avenir à tous. Je sollicite votre indulgence: ce n'est ni de l'impolitesse, ni mon intention, mais simplement mon impuissance de trouver ici les mots qui conviennent. •

(Traduction *Horizons et débats*)

1 www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,810695,00.html

2 www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,810732,00.html

3 www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,810770,00.html

4 Christoph R. Hörstel: Sprengsatz Afghanistan, München 2007, S. 167f.

5 www.heraldscotland.com/news/world-news/final-destination-iran-1.1013151

6 <http://info.kopp-verlag.de/hintergruende/geostrategie/john-lanta/iaea-mit-unlauteren-tricks-gegen-den-iran.html>

7 www.guardian.co.uk/world/julian-borger-global-security-blog/2010/nov/30/iaea-wikileaks

8 <http://info.kopp-verlag.de/hintergruende/-europa/john-lanta/aussenpolitische-kriminalitaet-friedens-aufruf-stoert-die-taeter.html>

9 www.rp-online.de/politik/deutschland/die-hand-beim-eid-blieb-unten-1.2297636

10 <http://german.trib.ir/analysen/interviews/item/200391-interview-mit-willy-wimmer>

11 http://en.wikipedia.org/wiki/Active_Denial_System

Faits concernant le détroit d'Ormuz

Quand il est question d'une éventuelle aggravation du conflit concernant les installations nucléaires iraniennes, on mentionne souvent la possibilité du blocage du détroit d'Ormuz par la marine iranienne. C'est une raison suffisante, pour se pencher de plus près sur ce détroit par lequel sont transportées la majorité des cargaisons du pétrole destiné à approvisionner notamment la Chine, l'Inde et le Japon. C'est une des raisons principales pour laquelle les Etats susmentionnés n'ont participé qu'à contre cœur aux mesures de boycott imposées à l'Iran ...

En réalité, la marine iranienne dispose de bien plus de possibilités d'intervention dans le détroit d'Ormuz que ce que la plupart des observateurs (superficiels) en savent. En fin de compte, l'ensemble du trafic maritime y a lieu en coordination avec elle et la marine du sultanat d'Oman! Les conventions actuelles prévoient que tous les navires ayant l'intention de transiter dans le golfe Persique doivent impérativement passer par les eaux iraniennes et les navires dans la direction opposée (d'ouest en est) doivent passer par les eaux territoriales d'Oman.

Jusqu'à présent, l'Iran a autorisé de bonne foi (et conformément aux dispositions de la Partie III de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer) le passage de tout navire par le détroit d'Ormuz dans la mesure où il navigue de manière «continue et rapide entre un port et une partie de la haute mer». Dans cette Convention le «passage en transit» est prévu pour le détroit d'Ormuz comme pour tout autre détroit. Mais du point de vue purement juridique, Téhéran n'est pas obligé de s'y tenir, car il a – tout comme les Etats-Unis – bien signé cet accord mais ne l'a jamais ratifié. Cela pourrait être l'occasion d'une revanche. Lors d'événements belliqueux, l'Iran serait, selon l'actuel droit international de la mer, autorisé à interdire tout trafic maritime international dans ses eaux territoriales dans le détroit d'Ormuz, sans porter atteinte à un quelconque accord international!

Dans les deux directions, le trafic maritime devrait alors trouver son chemin à travers les eaux territoriales omanaises, et dans ce cas, la plupart des spécialistes en navigation s'attendent à de sérieuses perturbations. La marine américaine – qui a actuellement au moins un porte-avion, dix croiseurs et cinq grands bâtiments amphibies dans les eaux du golfe Persique – en serait d'ailleurs également concernée. Une «sortie forcée» par le détroit d'Ormuz ne semble guère possible en raison de son étroitesse, au cas où l'Iran s'y oppose. Au point le plus étroit, le passage n'a qu'environ 20 kilomètres de largeur et l'Iran dispose de centaines de petits torpilleurs – dont chacun peut tirer une douzaine de missiles –, de nageurs de combat bien formés et d'autres matériaux de guerre qui en situation de crise peuvent, suite à la proximité, représenter un danger très sérieux – même pour les navires les mieux protégés.

Dans une étude top secrète de la marine américaine, on prévoit – en cas d'une confrontation ouverte dans le détroit d'Ormuz – une éventuelle perte totale de toute la flotte et la mort de près de 20 000 soldats américains! Ce n'est pas en dernier lieu pour réduire cette importance stratégique du détroit d'Ormuz que la plupart des émirats travaillent de toutes leurs forces à la construction d'un oléoduc.

Source: Vertrauliche Mitteilungen, n° 3964 du 31/1/11

<http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=3145>

2-2 Salim Lamrani / Hugo Chávez, l'Agence France-Presse et le rôle des médias.

La visite du Président iranien Mahmoud Ahmadinejad au Venezuela, le 9 janvier 2012, a fait l'objet d'une couverture médiatique internationale. L'Agence France-Presse (AFP) a également couvert l'événement par le biais, entre autres, de sa chaîne de télévision AFPTV. Néanmoins, l'AFPTV s'est rendue coupable d'une grave dérive en publiant et en manipulant une vidéo tronquée du discours du Président vénézuélien Hugo Chávez, contrevenant à l'éthique journalistique qui impose à la presse de transmettre une information véridique et non biaisée à l'opinion publique. Cette affaire conduit inévitablement à se questionner sur le rôle des médias dans nos sociétés.

L'Agence France-Presse (AFP)

L'AFP est la toute première agence mondiale d'information puisque son histoire remonte à la création en 1835 de l'agence Havas, « pionnière des agences de presse internationales ». En 1944, un groupe de journalistes résistants reprit le contrôle de l'Office Français d'Information – alors sous contrôle du régime de Vichy pendant l'occupation nazie – et le rebaptisa Agence France-Presse[1].

L'institution se qualifie d'« agence de presse indépendante », même si une partie substantielle de son budget dépend des abonnements des services publics, c'est-à-dire de l'Etat. Ses principes fondamentaux, définis dans le statut de 1957, sont néanmoins censés garantir « l'indépendance de l'agence et la liberté d'action de ses journalistes ». D'après son article 2, « L'Agence France-Presse ne peut en aucune circonstance tenir compte d'influences ou de considérations de nature à compromettre l'exactitude ou l'objectivité de l'information ; elle ne doit, en aucune circonstance, passer sous le contrôle de droit ou de fait d'un groupement idéologique, politique ou économique ». Ainsi, l'AFP revendique son impartialité et son objectivité[2].

L'AFP dispose d'un réseau conséquent de 2 900 collaborateurs de 80 nationalités différentes, répartis dans 165 pays, lesquels rendent compte en six langues différentes (français, anglais, espagnol, allemand, portugais et arabe) « de la marche de la planète, 24 heures sur 24, en vidéo, texte, photo, multimédia et infographie[3] ». L'agence diffuse ainsi 5 000 dépêches par jour dans tous les domaines de l'actualité et dispose, en plus du texte, d'un service photo international (2 000 photos par jour et 8 millions de photos d'archives), d'une chaîne de télévision AFPTV (500 vidéos par mois) et d'une palette multimédia[4].

L'AFP revendique une marque de fabrique qui fait, selon elle, sa renommée dans le monde entier : la crédibilité. Elle est illustrée par la maxime suivante : « La fiabilité est notre absolue priorité ».

L'organisme est composé de « journalistes professionnels expérimentés » qui « exercent leur métier dans la plus grande rigueur », « trient, hiérarchisent les informations, vérifient les faits pour les mettre en perspective ». Selon l'entité de presse, elle fournit « une information rapide, vérifiée et complète sur les événements qui font l'actualité internationale[5] ».

La visite du Président Ahmadinejad au Venezuela

Lors de la visite officielle du Président iranien Mahmoud Ahmadinejad au Venezuela, l'AFPTV a publié une vidéo de 58 secondes sous le titre « Ahmadinejad et Chávez 'attaqueront Washington' », dans lequel les journalistes L. Ramirez et L. de Suremain retranscrivent un extrait du discours du Président Hugo Chávez sur le perron du Palais présidentiel. Les deux présidents se trouvent côte à côte, entourés d'officiers militaires. La voix off traduit donc les propos de Chávez et l'extrait se lit comme suit : « Ahmadinejad et moi, depuis le perron du Palais présidentiel, viserons Washington avec des canons et des missiles. Parce que nous allons attaquer Washington[6] ».

Ainsi, dans le reportage réalisé par l'AFPTV, il semble que le Président Chávez menace les Etats-Unis d'une attaque militaire. Les propos semblent assez étranges et surprennent l'opinion publique. S'agit-il d'une déclaration de guerre à l'encontre de la puissance américaine, sachant que les relations entre les deux nations sont conflictuelles depuis plus d'une décennie ? Impossible d'en savoir davantage en raison du caractère succinct de l'extrait.

Une analyse de l'ensemble du discours de Chávez permet néanmoins de découvrir une toute autre réalité. En effet, le discours a été délibérément tronqué par l'AFPTV, qui en a sélectionné un passage afin de faire croire à l'opinion publique que Chávez menaçait explicitement les Etats-Unis. En réalité, les propos du président vénézuélien stigmatisaient la diabolisation de l'Iran et du Venezuela par les Etats-Unis et une grande partie de la presse occidentale. La déclaration complète est totalement différente : « Les porte-paroles de l'impérialisme disent, les médias de l'impérialisme affirment, et leurs laquais présents dans ce pays le répètent tels des perroquets, que l'Iran se trouve au Venezuela, qu'Ahmadinejad est à Caracas, car en ce moment même, à 2h30 de l'après-midi, comme si nous allions, Ahmadinejad et moi, depuis les sous-sols [du palais présidentiel] de Miraflores, ajuster notre tir en direction de Washington, et que vont sortir de là de grands canons et des missiles car nous allons attaquer Washington. C'est quasiment ce qu'ils disent. Ou que la colline où se trouvent les journalistes, là, va s'ouvrir, et qu'une grande bombe atomique va en sortir. C'est quasiment ce qu'ils affirment. Il faut en rire mais il faut également être attentifs[7] ».

La volonté de manipulation et de tromperie est manifestement évidente, sans compter les erreurs – délibérées ? – de traduction. Face au tollé suscité sur Internet, l'AFP a modifié le titre initial et l'a remplacé par « Chávez ironise en disant qu'il va attaquer les USA[8] ». L'Agence a également publié le commentaire suivant sur son compte Facebook :

« L'AFP a publié une version corrigée d'une vidéo sur des déclarations du président vénézuélien Hugo Chavez lors de la récente visite à Caracas de son homologue iranien Mahmoud Ahmadinejad. Sur les six versions de cette vidéo AFP, la version en français comportait une erreur par défaut de mise en contexte d'une déclaration de M. Chavez. Une nouvelle version de cette vidéo, avec mise en contexte, a été diffusée[9] ».

Mais là encore, le nouveau titre – seul changement dans la nouvelle vidéo – est trompeur. En effet, le Président Chávez n'ironise pas sur une éventuelle attaque contre les Etats-Unis mais fustige les déclarations des médias qui prétendent que le Venezuela et l'Iran sont sur le point de déclarer la guerre à Washington. Ainsi, l'AFP transforme une critique de la presse occidentale en un discours belliqueux anti-américain.

Par ailleurs, cet ajustement n'a guère convaincu les internautes, outrés par le comportement de l'agence de presse comme l'illustrent certains commentaires : « C'est l'AFP qui envoie des missiles sur l'information et sur l'opinion publique ! », « La vidéo originale est une preuve irréfutable de calomnie et de manipulation du peuple Français », « agence de propagande », « À croire que le monde veut vraiment la guerre contre l'Iran et le Venezuela », « C'est la nouvelle PRAVDA[10] », « Ce que vous faites est d'une extrême gravité. Vous faites une propagande de guerre », « Comment les "journalistes" de l'AFP ont-ils osé, avec un ce grotesque mensonge prendre un tel risque, surtout à l'ère d'internet où tout peut être contrôlé et vérifié[11] ? ».

En réalité, le discours du président Chávez, qui a duré près d'une demi-heure et qui a été réduit à ces 58 secondes par l'AFP, était davantage un plaidoyer pour la paix mondiale qu'une déclaration de guerre contre les États-Unis comme l'illustrent ces extraits :

-Chávez : « La plus grande aspiration de nos peuples est la paix et on nous accuse de belliqueux ou de va-t-en-guerre. Nous ne sommes pas des va-t-en-guerre. L'Iran n'a envahi personne. La révolution islamique d'Iran n'a envahi personne. La révolution bolivarienne n'a envahi personne. Nous n'avons jamais bombardé quiconque. Qui a envahi des pays et des peuples entiers depuis plus de 100 ans ? Qui a jeté des milliers de bombes sur des peuples sans défense, y compris des bombes atomiques ? Qui a favorisé des coups d'Etat, des massacres et des génocides ? Qui a utilisé la guerre chimique, la guerre biologique et la guerre bactériologique contre des peuples entiers ? Ce n'est pas nous. Nous autres faisons partie des peuples qui ont été agressés. Et nous continuons à être agressés. Et on prétend nous présenter comme étant les agresseurs. Comme le dit Eduardo Galeano : « C'est l'histoire du monde à l'envers ».

De la même manière, le discours du président iranien n'était pas forcément hostile aux Etats-Unis :

-Ahmadinejad : « Nous aimons tous les peuples, y compris le peuple américain qui souffre sous la domination des arrogants. Nous sommes aux côtés de tous les peuples pour qu'ils parviennent à conquérir leurs droits inaliénables. Notre arme est la logique, notre arme est la culture, nos armes sont les valeurs humaines. Nos armes sont l'effort et le travail qui permettront de conquérir les droits de ceux qui souffrent. Notre arme est l'amour, la tendresse et l'amitié pour lesquels nous serons unis à jamais[12] ».

Conclusion

Le cas d'AFPTV est emblématique des dérives journalistiques de plus en plus fréquentes. En effet, de nombreux médias ne jouent plus leur rôle d'informateurs et d'analystes, mais se contentent d'un rôle de propagandiste au service de l'idéologie dominante et de l'ordre établi. La concentration des médias au sein de grands groupes économiques et financiers porte gravement atteinte à l'impartialité et l'indépendance de cette même presse qui répond à un agenda politique bien précis, au détriment de la diffusion d'une information fiable.

Pourtant, la Charte d'éthique professionnelle des journalistes « tient l'esprit critique, la véracité, l'exactitude, l'intégrité, l'équité, l'impartialité, pour les piliers de l'action journalistique ; tient

l'accusation sans preuve, l'intention de nuire, l'altération des documents, la déformation des faits, le détournement d'images, le mensonge, la manipulation, la censure et l'autocensure, la non vérification des faits, pour les plus graves dérives professionnelles[13] ».

Au lieu de respecter cette profession de foi, l'AFP s'est rendue coupable d'une dramatique faute professionnelle, trompant l'opinion publique et bafouant les principes fondamentaux de la profession journalistique, en particulier son propre statut. Dans ce cas précis, l'agence s'est comportée comme une officine de propagande destinée à diaboliser le président vénézuélien Hugo Chávez, outrageant ainsi la mémoire de ses pères fondateurs, qui eux avaient choisi, sous le joug nazi, de lutter contre la désinformation, « de passer la vérité en contrebande » si cela était nécessaire – pour reprendre les propos de Robespierre –, afin de la faire parvenir aux citoyens.

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, Salim Lamrani est enseignant chargé de cours à l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, et l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son dernier ouvrage s'intitule *État de siège. Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba*, Paris, Éditions Estrella, 2011 (prologue de Wayne S. Smith et préface de Paul Estrade).

Contact : Salim.Lamrani@univ-mlv.fr ; lamranisalim@yahoo.fr

[1] Agence France-Presse, « Notre histoire ». <http://www.afp.com/afpcom/fr/conten...> (site consulté le 15 janvier 2012).

[2] *Ibid.*

[3] Agence France-Presse, « Nos missions ». <http://www.afp.com/afpcom/fr/conten...> (site consulté le 15 janvier 2012).

[4] Agence France-Presse, « Nos services ? ». <http://www.afp.com/afpcom/fr/conten...> (site consulté le 15 janvier 2012).

[5] Agence France-Presse, « Qui sommes-nous ? ». <http://www.afp.com/afpcom/fr/content/afp> (site consulté le 15 janvier 2012).

[6] Agence France-Presse TV, « Ahmadinejad et Chávez 'attaqueront Washington' », 12 janvier 2012. <http://www.dailymotion.com/video/xn...> (site consulté le 15 janvier 2012).

[7] Vincent Lapière, « l'AFP en flagrant délit de manipulation sur Chavez et Ahmadinejad », *Agora Vox*, 12 janvier 2012. <http://www.agoravox.tv/actualites/i...> (site consulté le 15 janvier 2012).

[8] AFPTV, « Chávez ironise en disant qu'il va attaquer les USA », 12 janvier 2012. <http://www.dailymotion.com/video/xn...> (site consulté le 15 janvier 2012).

[9] Agence France-Presse, <https://www.facebook.com/notes/agen...> (site consulté le 15 janvier 2012).

[10] *Ibid.*

[11] AFPTV, « Chávez ironise en disant qu'il va attaquer les USA », *op. cit.*

[12] Vincent Lapière, *op. cit.*

[13] *Syndicat national des journalistes*, « Charte d'éthique professionnelle des journalistes », mars 2011. <http://www.snj.fr/spip.php?article1032> (site consulté le 13 septembre 2011).
<http://www.michelcollon.info/Hugo-Chavez-l-Agence-France-Presse.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19